

Les frontières de la Forteresse Europe sont toujours plus militarisées et serrées. Néanmoins, la pression des flux migratoires ne recule pas et se fait toujours plus sensible. À Evros, Idomeni (Grèce/Turquie, Grèce/Macédoine), sur la frontière entre Autriche et Slovénie, en Hongrie, à Calais, comme il le fut à Vintimille, des milliers de migrants s'accumulant dans des conditions adverses et graves, entre désespoir et détermination, trouvent la force de résister et de lutter afin d'obtenir l'ouverture des frontières, pour pratiquer la liberté de circulation, tout en défiant les déploiements policiers, les barrières et le barbelé. Les affrontements et les tensions avec les forces de l'ordre, déployées dans un dispositif militaire en défense de l'Europe, sont toujours plus fréquents. Violences, abus, arrestations, renvois, épisodes insupportables et inacceptables sont à l'ordre du jour. La situation est la même dans les pays de l'UE, où la gestion gouvernementale de la migration (flux et présences) montre son visage répressif et militaire, ainsi qu'esclavagiste et mesuré sur des calculs politico-économiques visé à l'exploitation opportuniste de la force de travail. Les frontières sont partout, dans les villes et sur l'ensemble des territoires nationaux : la police ratisse et contrôle à la recherche de sans-papiers, déporte, enferme et rapatrie. Les nouvelles politiques européennes à propos de la gestion institutionnelle des migrants continuent dans cette lignée, et la construction de nouveaux centres de déportation, triage et rapatriement (hotspots) - basés sur le concept inhumain, mathématique, insupportable des « quotas » - ne fait que le confirmer. Les flux migratoires sont un nœud central où se croisent beaucoup des contradictions actuelles. De même, ils font référence à ce qui se passe autour de nous. Vue la rapidité à laquelle évoluent les guerres en Syrie et Moyen-Orient et les intérêts géopolitiques et néocoloniaux des puissances occidentales au-delà de la Méditerranée, la situation n'est pas destinée à s'améliorer. Les attentats de Paris, la déclaration de l'état d'urgence en France et les mesures de contrôle et surveillance, dans tous les pays de l'UE, font également partie de ce cadre global : les guerres toujours plus endémiques, déterminées par les cycles de production, exploitation et domination du capitalisme, et l'ombre de la catastrophe écologique sont parmi les causes principales des flux migratoires croissants et incontrôlables. Ceux-ci n'arrêteront pas de s'accroître, comme l'admettent les puissants eux-mêmes. La Forteresse Europe se renfermera encore plus sur elle-même, afin de défendre les privilèges et le bien-être accumulés pendant des siècles de pillage de la planète. Dans ce scénario-là, les États élaborent des solutions militaires et sécuritaires : des nouvelles polices internationales (Frontex), murs et frontières, champs de réclusion, nouvelles stratégies militaires à employer dans les villes (Voir Rapport Urban Otan 2020).

La conscience de l'importance assumée par la question migratoire est en train de pousser beaucoup de camarades, solidaires, activistes et personnes lambda à bouger et à se demander comment agir. De partout il y a des groupes, des collectifs, des mouvements et réalités de lutte qui commencent à bouger dans leurs contextes et qui, en même temps, ressentent la nécessité de se mettre en relation entre eux à une échelle internationale. Sous l'impulsion de cette nécessité de se connaître, se confronter et se coordonner, afin de donner plus d'efficacité à la lutte contre les frontières et pour la liberté de circulation pour tous et toutes, au mois de novembre il y a eu à Marseille une rencontre parmi réalités de lutte venant de toute la France, de l'Italie et d'autres localités européennes (Madrid, par exemple), le but étant de se rencontrer dans une perspective de lutte autonome et anticapitaliste. Il est émergé de cette rencontre que les pratiques et les discours propres aux luttes locales contre les structures de rétention des migrants (C.R.A. en France, C.I.E. en Italie etc.), les frontières et les projets qui visent leur militarisation, contre les opérations policières (rafles, descentes, déportations, contrôles ...), en soutient et en solidarité, pour la liberté de circulation et installation, pour le logement, pour une vie digne, acquièrent du sens et du souffle si insérés dans un contexte le plus international possible dans ses connections, ainsi que les plus radical et profond dans les contenus, dans sa portée d'action sur ce que la Forteresse Europe représente à tous les niveaux, avec ses murs et ses frontières.

Voici quelques unes de propositions de plus longue haleine desquelles on a commencé à discuter :

- Entamer des parcours de lutte et autogestion, créer des expériences d'autonomie et autodétermination (tout en développent celles qui déjà existent) avec les migran-te-s, afin de contraster le système institutionnel « d'accueil », fait de surveillance, privation de liberté, discrimination et bureaucratie pour les migrants et d'affaires juteux et business pour ceux qui le gèrent, au travers des structures d'accueil institutionnelles/gouvernementales, qui organisent la dépendance totale et la coercition des migrants, en leur régulant la vie avec obligations, impositions et punitions (Croix Rouge, associations, institutions gouvernementales, Eglise Catholique etc.).
- Construire du soutien matériel autonome à la libre circulation et installation des migrants au travers d'une campagne pour l'illégalité diffuse.

- Contraster et détruire la différentiation et le triage, opérés par les Gouvernements, entre ceux qui profitent d'un statut juridique (les réfugiés), et qui méritent d'être protégés, et ceux qui ne le méritent pas (les migrants, les migrants économiques, les clandestins etc.), passibles, donc, d'être poursuivis.
- S'organiser et se coordonner au niveau international contre les politiques sécuritaires, nationalistes, racistes et militaristes qui de plus en plus constituent la structure politique des pays membres de l'UE (en sont d'exemple la croissance du consensus au Front National des Le Pen aux dernières tournées électorales françaises, si bien que le succès de la Ligue du Nord en Italie). Ceci en élaborant des stratégies communes et des instruments qui puissent nous donner la force nécessaire.
- Assumer des positions politiques claires et tranchantes au regard de ce qui est en train de se passer au niveau international. Un exemple : la dénonciation des politiques internes et externes de la Turquie de Erdogan (et de l'Europe qui la soutient et la finance pour la gestion de l'ainsi dite « émergence réfugiés ») en parallèle au soutien à la seule forme de résistance à l'état de guerre et violence perpétuel au Moyen-Orient, celle du mouvement de libération kurde.
- Clarifier la nécessité de faire en sorte que le slogan « abattre les frontières » ne semble pas quelque chose de naïf et anhistorique aux yeux des personnes effrayées par ce qui est en train de se passer et flattées par les sirènes des populismes réactionnaires et des tournures sécuritaires des Etats. Au contraire, celle-ci doit devenir une perspective concrète d'opposition à un désastre à l'ampleur globale, avec la conscience que tout le monde est concerné et que, aujourd'hui, rester de côté à regarder s'avère d'autant plus dangereux.
- Donner suite à la nécessité de manifestations internationales – et/ou actions sur le plan local, mais coordonnées et en contemporain – qui se fassent porteuses et qui rendent explicites ces mêmes instances. Dans le but d'arriver au printemps/été prêts à affronter une situation, sur les frontières et dans les villes, qui sera probablement encore plus grave et tendue.

Nous nous sommes rencontrés sur cela et sur beaucoup d'autre. Afin de donner suite à cette discussion, nous avons fixé une deuxième rencontre le 16 et 17 janvier à Marseille. L'intention est celle d'élargir le plus possible à tous ceux qui sont déjà en train de lutter sur ces mêmes bases, dans tous les pays européens, notamment aux réalités qui se sont créées sur la routes des Balkans (Grèce, Macédoine, Serbie, Croatie, Slovénie, Hongrie) et aux îles de la Méditerranée (Lampedusa, Malta). Nous posons l'objectif fondamental de créer une coordination internationale sur des bases politiques claires et fortes.

Ça serait beau de pouvoir se rencontrer parmi le plus de réalités et camarades possible, pour poursuivre nos luttes de façon toujours plus efficace et incisive, dans la perspective qui est la meilleure : celle internationale.

L'invitation chaleureuse à tous, ceux qui seront là et ceux qui ne pourront pas être à Marseille pendant ces jours-là, est celle de contribuer avec un texte descriptif des réalités et situations respectives, avec un document politique, d'analyse, de proposition.

On se voit à Marseille !